



soumis aux dispositions du code de la commande publique,
passé par appel d'offres ouvert

**Cahier des clauses particulières (CCP)
ECLPN 2509**

**Pièces détachées nécessaires à la maintenance
et à la réparation des armes de poing des forces de
sécurités intérieures (5 lots)**

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de l'accord cadre.....	4
Article 2 : Cadre juridique et conditions de mise en concurrence de l'accord-cadre.....	4
Article 3 : Durée de l'accord-cadre.....	4
Article 4 : Étendue de l'accord-cadre.....	5
Article 5 : Documents contractuels.....	5
Article 6 : Conditions générales d'exécution.....	6
6.1 : Échanges et correspondances.....	6
6.2 : Obligation du titulaire.....	6
6.2.1: Obligation de résultat et responsabilité.....	6
6.3 : Certifications et autorisations.....	6
6.4 : Obligation d'informations.....	6
6.5 : Obligation de confidentialité.....	6
6.6 : Obligation de l'administration.....	7
6.7 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	7
6.8 : Assurance.....	7
6.9 : Clause environnementale.....	8
6.10 : Traitement des données à caractère personnel.....	8
Article 7 : Tête de série.....	8
Article 8 : Commande.....	9
8.1 : Référence commandée.....	9
8.2 : Exclusivité.....	9
8.3 : Bons de commandes.....	9
Article 9 : Conditions d'exécution des livraisons.....	10
9.1 : Lieu de livraisons des fournitures.....	10
9.2 : Préparation des livraisons – conditionnement.....	10
9.3 : Remise des livraisons.....	10
9.4 : Délais de livraisons.....	11
9.5 : Prolongation - sursis au délai de livraison.....	12
9.6 : Opérations de vérification - transfert de propriété.....	13
Article 10 : Clause d'implantation européenne des moyens de production.....	13
Article 11 : Surveillance en usine.....	14
Article 12 : Pénalités.....	14
Article 13 : Prix de l'accord-cadre.....	14
13.1 : Contenu.....	14
13.2 : Nature, forme et détermination.....	15
Article 14 : Règlement financier.....	15
14.1 : Avance.....	15
14.2 : Facturation.....	16
14.3 : Délai de paiement.....	16
14.4 : Intérêts moratoires.....	16

Article 15 : Garantie.....	17
Article 16 : Sous-traitance.....	17
Article 17 : Clause de réexamen.....	17
Article 18 : Points d'exécution de l'accord-cadre.....	18
Article 19 : Dispositions complémentaires pour le titulaire étranger.....	18
Article 20 : Résiliation d'un accord-cadre.....	18
Article 21 : Règlement des différends et des litiges.....	18
21.1 : Procédure amiable.....	18
21.2 : Procédure contentieuse.....	19
Article 22 : Dérogations aux documents généraux.....	19
Article 23 : Spécifications propres au lot n° 1 « culasse assemblée renforcée ».....	22
Article 24 : Spécifications propres au lot n° 2 « canon renforcé ».....	23
Article 25 : Spécifications propres au lot n° 3 « Pièces détachées diverses ».....	24
Article 26 : Spécifications propres au lot n° 4 « Poignée taille standard avec attache dragonne»	24
Article 27 : Spécifications propres au lot n° 5 « Talon de chargeur petit modèle ».....	24

PARTIE ADMINISTRATIVE**Article 1 : Objet de l'accord cadre**

L'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) est notamment chargé d'assurer :

- la maintenance des armes de la police nationale et de la gendarmerie nationale pour les niveaux d'intervention technique supérieurs à celui des armureries régionales ou zonales,
- l'approvisionnement en fournitures nécessaires aux opérations de maintenance effectuées par les armureries régionales ou zonales.

Le présent marché a pour objet l'achat des pièces détachées permettant la maintenance et la réparation des pistolets automatiques SIG SAUER SP 2022, calibre 9x19, de fabrication dite « allemande » acquis entre 2003 et 2008, en dotation au sein du ministère de l'Intérieur.

Article 2 : Cadre juridique et conditions de mise en concurrence de l'accord-cadre

L'accord-cadre est soumis au code de la commande publique et au cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels (CCAG MI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Il est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2 al.1 du code pré-cité.

L'accord-cadre est constitué de 5 lots :

N° de lots	Intitulés
1	Culasse assemblée renforcée
2	Canon renforcé
3	Pièces détachées diverses
4	Poignées taille standard avec attache dragonne
5	Talon de chargeur petit modèle

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande conformément aux articles L.2125-1 al. 1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R.2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

Article 3 : Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 36 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement une fois pour une période de douze mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, l'administration en informe le titulaire via la plateforme PLACE ou par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Article 4 : Étendue de l'accord-cadre

Chaque lot est passé sans montant minimum et avec un montant maximum indiqué ci-dessous :

N° lot	Intitulé	Montant indicatif en € HT pour 4 ans	Montants maximums en € HT pour 4 ans
1	Culasse assemblée renforcée	2 000 000,00	6 000 000,00
2	Canon renforcé	400 000,00	1 200 000,00
3	Pièces détachées diverses	40 000,00	120 000,00
4	Poignées taille standard avec attache dragonne	90 000,00	270 000,00
5	Talon de chargeur petit modèle	10 000,00	30 000,00

Article 5 : Documents contractuels

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, pour chaque lot, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses particulières ECLPN 2509 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels (CCAG MI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur conserve les pièces constitutives de l'accord-cadre, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de son exécution, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du code de la commande publique.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement, du bordereau des prix unitaires, et du présent CCP à la date de notification de l'accord-cadre.

Article 6 : Conditions générales d'exécution**6.1 : Échanges et correspondances**

Les correspondances échangées et les documents remis au titre de l'accord-cadre sont rédigés en français.

Les documents, rédigés dans une autre langue, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non-française dont l'équivalent est soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Toutes les notifications, faisant courir un délai, s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

6.2 : Obligation du titulaire**6.2.1: Obligation de résultat et responsabilité**

Le titulaire a une obligation de résultat dans la fourniture des prestations, objet du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du présent cahier des charges et dans le respect des normes de sécurité sanitaires et environnementales en vigueur. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

6.3 : Certifications et autorisations

Pour les lots 1, 2 et 3, le fournisseur doit être titulaire d'une autorisation de fabrication, de commerce et d'intermédiation (Articles R313-28) du code de la sécurité intérieure.

Pour l'ensemble des lots, les fabricants devront être certifiés ISO 9001 de préférence.

6.4 : Obligation d'informations

Le titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant de l'administration de toute anomalie rencontrée lors de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

6.5 : Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère

confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'administration peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

6.6 : Obligation de l'administration

L'administration est tenue au secret des affaires.

6.7 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 7 du CCAG de référence le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Il respecte et applique les grands principes de la norme ISO 26000 (responsabilité sociétale).

Le titulaire doit fournir tous les six (6) mois, à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents énoncés à l'article D.8222-5 ou, pour les entreprises étrangères, aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut faire l'objet d'une décision de résiliation aux torts du titulaire sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

6.8 : Assurance

Le titulaire de l'accord-cadre contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victime d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il produit les documents justificatifs dès la notification de l'accord-cadre dans un délai de 15 jours et à tout moment durant son exécution, dans le même délai, à compter de la réception de la demande qui lui sera faite.

6.9 : Clause environnementale

Tous livrables demandés au format papier (notices, dossier technique relatif aux têtes de série etc) sont de papier recyclé ou éco-labellisé (exemples : labels FSC, PEFC, EU Ecolabel, NF environnement, ou équivalent). De préférence le titulaire est ISO 14001.

Le titulaire doit proposer un mode de livraison avec des véhicules propres Crit'Air (certificat de qualité de l'air) :

- pour les véhicules utilitaires légers : inférieurs à 3 ;
- pour les poids lourds : inférieurs à 3.

Le titulaire doit mettre en œuvre une politique de collecte et de revalorisation de ses déchets en lien avec les fournitures produites dans le cadre du marché.

6.10 : Traitement des données à caractère personnel

Au titre du présent accord-cadre, l'administration et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Article 7 : Tête de série

Un premier exemplaire de série dit tête de série pour chaque lot est à soumettre pour validation au représentant du pouvoir adjudicateur avant lancement par le titulaire des séries commandées.

À compter de la date de notification, le titulaire dispose du délai mentionné à l'article 9.4 du présent CCP pour mettre à disposition au représentant de l'administration les pièces en question. Pour les lots 1 et 2 la réception des têtes de série est réalisée dans les locaux du fabricant, pour les autres lots les têtes de série sont envoyées à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur

Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN)

1 rue Faraday

BP 81600

87022 LIMOGES Cedex 09

Les colis comportent impérativement la mention « à livrer au CTA ».

La tête de série fait partie de la quantité commandée.

Dès que la date de réception ou de livraison est arrêtée, le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue les opérations de validation et communique ses observations écrites au titulaire, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date à laquelle la tête de série aura été réceptionnée.

La durée de ces opérations de validation, de la date de livraison de la tête de série jusqu'à la date de notification des observations, suspend le délai d'exécution de la commande.

En cas de rejet, le titulaire doit, en accord avec l'administration, proposer une nouvelle tête de série dans un délai le plus court possible sans excéder 30 jours à compter de la notification de la décision de rejet. Après trois présentations successives de rejet, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnisation.

Les têtes de séries acceptées par le représentant du pouvoir adjudicateur constituent les pièces de référence pour l'ensemble des fabrications lancées pendant l'exécution du lot concerné.

Article 8 : Commande

8.1 : Référence commandée

Les références objet de l'accord-cadre sont celles listées au bordereau des prix unitaires (BPU).

8.2 : Exclusivité

Le titulaire a l'exclusivité des commandes des fournitures relevant de l'accord-cadre.

Toutefois en cas d'inexécution des clauses du marché de la part du titulaire, le représentant pouvoir adjudicateur peut confier les prestations à un tiers et les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 44 et suivants du CCAG de référence.

8.3 : Bons de commandes

Toute commande fait l'objet d'un bon de commande écrit et numéroté, généré par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'intérieur et transmis par voie électronique.

Le titulaire confirme systématiquement au « service à contacter » mentionné sur le bon de commande, l'enregistrement de la commande.

Les bons de commande émis peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, sans que la durée d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 9 : Conditions d'exécution des livraisons**9.1 : Lieu de livraisons des fournitures**

Les livraisons s'effectuent exclusivement au Centre Technique de l'Armement (CTA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) à l'adresse suivante :

Établissement Central Logistique de la Police Nationale
1 rue Faraday
87000 LIMOGES
du lundi au vendredi de 8:00 à 11:30 et de 13:30 à 16:45

9.2 : Préparation des livraisons – conditionnement

L'emballage, le conditionnement en vue de la livraison, le chargement, l'arrimage ainsi que les opérations de livraison à proprement parler et de déchargement sont effectués sous la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre.

Les fournitures sont conditionnées par référence. Le conditionnement porte obligatoirement le type d'article, la référence du fabricant et la quantité livrée.

L'ensemble d'une commande est conditionné dans un ou plusieurs cartons solidement fermés ou sur une ou plusieurs palettes faisant apparaître la mention « À livrer exclusivement au CTA ».

Les commandes sont livrées franco de port.

Les conditionnements individuels sont impérativement recyclables par toute filière courante de traitement des déchets.

9.3 : Remise des livraisons

Conformément à l'article 30.2 du CCAG de référence, toute livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui précise notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande (n°140) du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées, et quand il y a lieu leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des colis des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis porte de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

9.4 : Délais de livraisons

Le délai de livraison inclut les délais d'approvisionnement et de préparation des commandes, le délai de transport ainsi que le cas échéant la fabrication et validation d'une tête de série comme indiqué ci-dessous :

Intitulés	Délai maximum pour la fabrication et livraison de la tête de série à compter de la date de notification	Délai maximum en nombre de semaines pour une commande de x unités	
« Lot 1 Culasse assemblée renforcée »	27 semaines	0 à 1000 20 semaines	1001 et plus 5 semaines supplémentaires par tranche de 250
« Lot 2 Canon renforcé »	27 semaines	0 à 1000 20 semaines	1001 et plus 5 semaines supplémentaires par tranche de 250
« Lot 3 pièces détachées diverses »	27 semaines	0 à 1000 20 semaines	1001 et plus 5 semaines supplémentaires par tranche de 250
« Lot 4 poignées taille standard avec attache dragonne »	44 semaines	0 à 500 (autre couleur) 17 semaines 0 à 1000 (couleur noire) 17 semaines	501 et plus 1001 et plus 4 semaines supplémentaires par tranche de 250
« Lot 5 talon de chargeur petit modèle »	44 semaines	0 à 1000 17 semaines	1001 et plus 4 semaines supplémentaires par tranche de 250

Par dérogation de l'article 14.1.2 du CCAG de référence , les délais commencent à courir à compter de l'envoi du bon de commande choris au titulaire et non de sa réception par ce dernier.

Le délai de livraison peut être suspendu pour congés :

- dans la limite de trois semaines en été,
- dans la limite d'une semaine en fin d'année.

Le titulaire adresse une demande de suspension de délai au représentant du pouvoir adjudicateur qui peut accepter de suspendre les délais aux périodes pré-citées.

9.5 : Prolongation - sursis au délai de livraison

Le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 14.3 du CCAG de référence, accorde une prolongation du délai de livraison sous réserve que :

- le retard prévisible de livraison soit du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure,

- la demande écrite de prolongation de délai ait été faite dans les 15 jours à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacles à la livraison dans les délais contractuels sont apparues ;
- la demande ne doit pas être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution des prestations.

Lorsque qu'un retard d'exécution est imputable à l'administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Par ailleurs, le délai de livraison peut également être suspendu ou prolongé dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG de référence.

9.6 : Opérations de vérification - transfert de propriété

Les opérations de vérification qualitative et de vérification quantitative sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de quinze jours après livraison conformément aux articles 32 à 35 du CCAG de référence.

Au terme de ces vérifications, dans le respect des articles pré-cités, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission, soit l'admission avec réfaction, soit l'ajournement, soit le rejet des fournitures livrées.

En l'absence de notification d'une décision dans le délai imparti, les fournitures sont réputées admises.

L'admission des fournitures est systématiquement prononcée sous réserve des vices cachés. Elle déclenche d'une part le transfert de propriété de la fourniture conformément à l'article 35 du CCAG de référence et d'autre part les garanties associées au produit.

Article 10 : Clause d'implantation européenne des moyens de production

Conformément à l'article L. 2112-4 du Code de la commande publique, pour l'ensemble des lots, la production des matériels devra impérativement être localisée sur le territoire des États membres de l'Union européenne afin, notamment, de prendre en compte des considérations environnementales.

Les lieux de fabrication des articles livrés en exécution du présent marché sont indiqués dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à respecter les lieux de fabrication déclarés dans son offre.

Le titulaire doit être en mesure d'apporter des justifications sans délai, en cours d'exécution du présent marché, sur simple demande de l'administration.

À cette fin, le titulaire reconnaît à l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale ou à toute personne mandatée par ses soins, un droit de vérification et de contrôle de l'application des dispositions légales susmentionnées sur le lieu de fabrication, à tout moment et sans condition préalable, durant toute la durée du présent marché.

Dans le cas où le titulaire ne respectera pas les dispositions précitées (respect du droit du travail, obligation d'information), l'acheteur procédera à la résiliation simple du marché pour faute dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCP.

Article 11 : Surveillance en usine

Conformément à l'article 22 du CCAG/FCS, une surveillance en usine peut être réalisée par l'administration au sein des usines ou ateliers dans lesquels se dérouleront les différentes phases d'exécution des prestations.

L'administration informe le titulaire de toutes les opérations auxquelles elle veut assister. Ainsi le titulaire prévient, en temps utile, l'administration de la tenue de ces opérations.

Article 12 : Pénalités

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire de l'accord-cadre encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard, calculées par application de la formule suivante, conforme à l'article 14.1.1 du CCAG de référence :

$$P = V \times R / 3\,000$$

dans laquelle,

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Article 13 : Prix de l'accord-cadre

13.1 : Contenu

Les prix proposés comprennent toutes les charges frappant obligatoirement la prestation y compris les frais de traitement de commande, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'écoparticipation éventuelle et la garantie.

13.2 : Nature, forme et détermination

Les prix sont exprimés de façon unitaire, par référence et quantité commandées. Les prix définitifs sont fixés au BPU.

Les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse, tous les ans en début d'année civile au plus tard au 31 janvier, par application de la formule « *Prix unitaire x Cn* » où Cn équivaut à :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (\text{Indice } (n) / \text{Indice } (o))$$

dans laquelle :

- Indice (n) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date d'anniversaire de révision des prix ;
- Indice (o) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date limite de dépôt des offres.

Indice utilisé
Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.7 – Coutellerie, outillage et quincaillerie - Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763910

La première révision interviendra au mois de janvier suivant le premier anniversaire de notification de l'accord-cadre (**soit le 01/01/2027**).

Si la série est arrêtée lors de l'exécution de l'accord-cadre, elle est remplacée par la série équivalente proposée par l'INSEE. Un coefficient de raccordement le cas échéant peut être utilisé. Ce changement est acté par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 11.2.1 du CCAG de référence, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

La demande de révision de prix est **présentée par le titulaire** de l'accord-cadre, **au plus tard 30 jours avant la date de révision des prix**, au représentant du pouvoir adjudicateur. Elle est accompagnée du détail de calcul du coefficient de révision issu des formules ci-dessus et de l'annexe des prix révisés mentionnant pour chaque ligne, le coefficient de révision requis.

En cas de défaut de communication du nouveau barème, le représentant du pouvoir adjudicateur peut effectuer la révision de prix de sa propre initiative si celle-ci est à la baisse.

Article 14 : **Règlement financier**

14.1 : Avance

Une avance est accordée, sous réserve que le titulaire ne l'ait pas refusée dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 15 % du montant du bon de commande, par application de l'article R.2191-7 du code de la commande publique si le titulaire de l'accord-cadre est une TPE ou PME le taux de l'avance est de 30 %.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute automatiquement sur les sommes dues au titulaire ; celui-ci ne doit pas en déduire le montant dans les factures qu'il établit.

14.2 : Facturation

Après admission des fournitures, le titulaire établit une facture obligatoirement libellée en euros. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires de l'article D.2192-2 du code de la commande publique (n°SIRET, statut, etc), les éléments suivants :

- l'adresse de facturation telle qu'elle figure sur le bon de commande,
- le code service exécutant : MIOPTF1075, (MI zéro PTF mille soixante-quinze)
- les références de l'accord-cadre (numéro à 10 chiffres),
- les références du bon de commande (numéro à 10 chiffres),
- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire,
- la domiciliation des paiements,
- la date d'émission de la facture,
- le numéro et la date du bon de livraison,
- les références et désignations des fournitures, les quantités livrées,
- les prix unitaires hors TVA,
- le taux et montant de la TVA,
- le montant total TTC.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail Chorus factures de l'Etat » : <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du « Destinataire Etat – SIRET 11000201100044 ».

Si plusieurs livraisons sont réalisées pour une seule commande, le titulaire dépose sa facture après la livraison de l'ensemble des fournitures objet de la commande.

Seule une copie de la transmission ainsi faite est adressée à l'ECLPN.

14.3 : Délai de paiement

Conformément aux dispositions des articles R.2192-10, R.2192-12 à R.2192-15 et R.2192-17 du code la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de vérification de la conformité des prestations si celle-ci est postérieure.

14.4 : Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de versement d'intérêts moratoires, ceux-ci sont augmentés d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

Article 15 : Garantie

Par dérogation à l'article 36 du CCAG de référence, les fournitures sont garanties au minimum 2 ans à compter de la date de leur admission.

Article 16 : Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre. Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R.2193-3 et suivants dudit code.

Seule la sous-traitance des prestations de service est autorisée.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dont un modèle de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

dûment rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Article 17 : Clause de réexamen

Les fournitures objet de l'accord-cadre doivent demeurer identiques pendant toute la durée de celui-ci.

En application des dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du code de la commande publique, l'administration souhaite intégrer dans le contrat initial du marché une clause de réexamen portant sur l'actualisation du bordereau de prix unitaire, l'augmentation du montant maximum ou la prise en compte de nouvelles modalités d'exécution.

En cas d'événement majeur ou de circonstances échappant à la responsabilité des parties à l'accord-cadre et qui aurait un impact significatif techniques et/ou financiers sur l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur collaborent aux fins d'évaluer l'impact financier du ou des événements.

En tant que de besoin, les parties modifient par avenant le montant maximum de l'accord-cadre fixé à l'article 4 du présent CCP. L'augmentation du maximum de l'accord-cadre est limitée à 15 % du montant initialement fixé.

Si, en cours d'exécution du marché, de nouvelles prestations ou la modification de prestations sont devenues nécessaires pour couvrir des besoins directement rattachés à l'objet de l'accord-

cadre, l'une ou l'autre des parties peut solliciter une rencontre en vue d'échanger sur la passation d'un avenant. En cas d'accord entre les parties et avant passation de tout avenant, le titulaire transmet à l'acheteur un devis détaillé comportant la décomposition du prix des prestations modifiées ou nouvelles.

À titre d'exemple, ces prestations peuvent concerner de nouvelles solutions innovantes, l'évolution ou la substitution de procédés techniques ou technologiques, etc. La solution ou la prestation ajoutée ou modifiée reste conforme à l'objet de l'accord-cadre et aux spécifications fonctionnelles prévues à l'accord-cadre, doit être techniquement équivalente ou supérieure à la solution ou à la prestation proposée initialement et est nécessaire à la bonne exécution du marché.

Article 18 : Points d'exécution de l'accord-cadre

En fin d'année civile, le titulaire établit un bilan des prestations effectuées qui intègre le nombre et le montant des commandes reçues ainsi que les éventuelles difficultés d'exécution rencontrées.

Ce bilan est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur et sert de base à un échange. Lors de cet échange, le représentant du pouvoir adjudicateur examine les difficultés d'exécution rencontrées et communique, à titre indicatif, ses perspectives de commandes pour les douze mois à venir.

Article 19 : Dispositions complémentaires pour le titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

Article 20 : Résiliation d'un accord-cadre

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre avant son terme conformément au chapitre 7 du CCAG de référence.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu par la personne publique à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 21 : Règlement des différends et des litiges

21.1 : Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent accord-cadre relève de l'article R.2197-1 du code de la commande publique.

21.2 : Procédure contentieuse

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent accord-cadre qui ne pourraient être résolus de façon amiable, sont de la compétence exclusive du tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy – 75 181 PARIS Cedex 04, téléphone : 01.44.59.44.00 / fax : 01.44.59.46.46 / courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr / site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>).

Article 22 : Dérogations aux documents généraux

Articles du CCP introduisant ces dérogations	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
9.4	14.1.2
13.2	11.2.1
15	36

PARTIE TECHNIQUE

Pour tous les lots, les fournitures objet des marchés doivent impérativement :

- être neuves ;
- présenter des caractéristiques dimensionnelles identiques à celles composants d'origine (PA SIG PRO 2022 de fabrication allemande) afin de garantir une parfaite compatibilité et interchangeabilité.
- présenter des caractéristiques mécaniques (finition, résistances à l'usure, au frottement et à la corrosion) identiques ou supérieures aux produits d'origines afin de garantir le bon fonctionnement de l'arme pendant au moins 15 000 coups.
- les pièces en acier, qui ne doivent pas présenter de traces ou de traits d'usinage sont de couleur noire. Les surfaces extérieures doivent être non réfléchissantes et résistantes à la corrosion.
- bénéficier d'un agrément de conformité délivré par le fabricant du matériel.

Les n° d'identification utilisés correspondent à l'illustration ci-dessous.

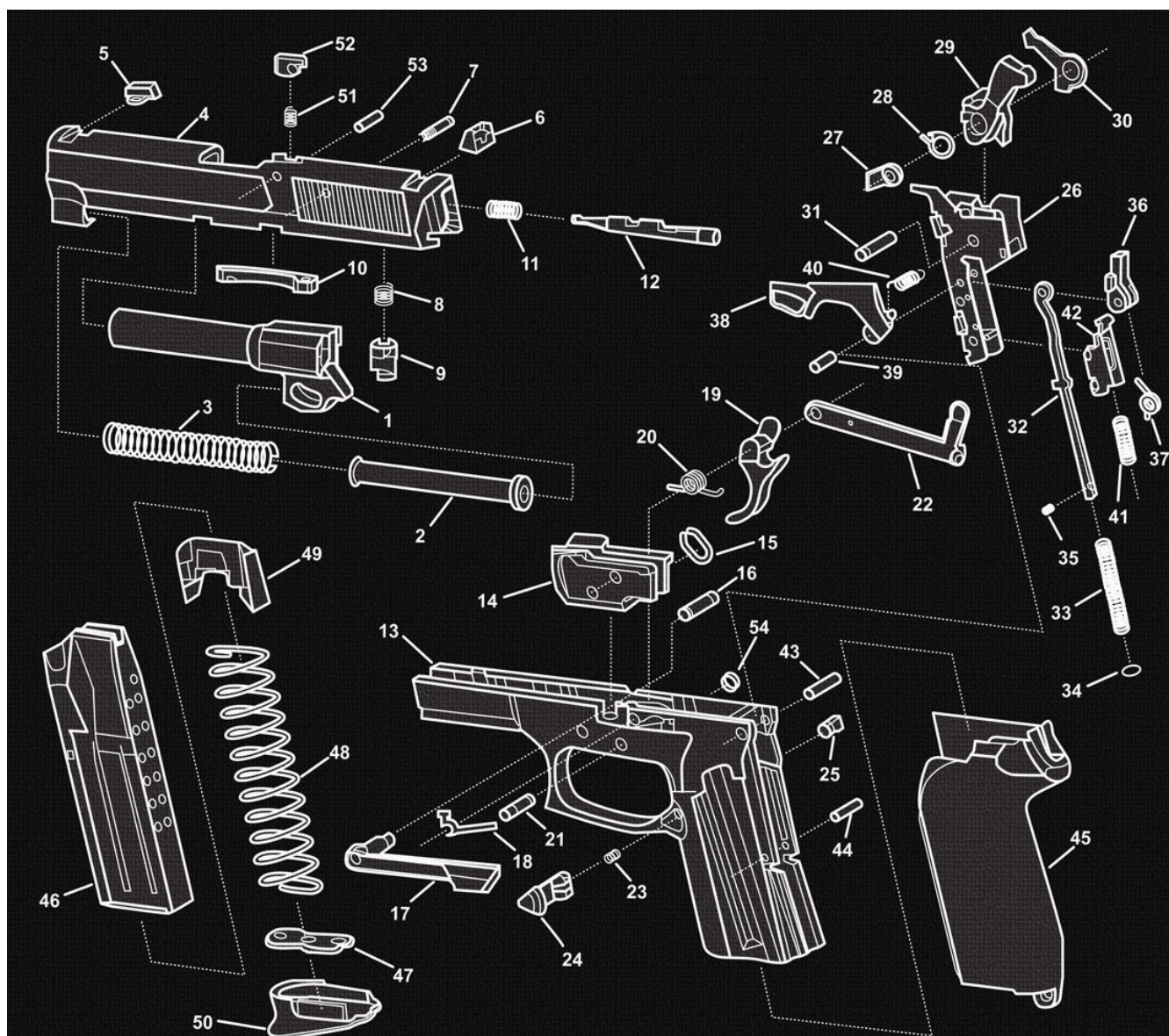
SIG SAUER
SP2022

- 1 Canon
- 2 Tige-guide du ressort récupérateur
- 3 Ressort récupérateur
- 4 Culasse
- 5 Guidon
- 6 Cran de mire
- 7 Goupille cannelée
- 8 Ressort de sécurité du percuteur
- 9 Sécurité du percuteur
- 10 Extracteur

- 11 Ressort de rappel du percuteur
- 12 Percuteur
- 13 Carcasse
- 14 Support du canon
- 15 Ressort d'arrêt de l'arrêtoir
- 16 Goupille du support du canon
- 17 Axe arrêtoir de culasse
- 18 Ressort de rappel de l'axe arrêtoir
- 19 Queue de détente
- 20 Ressort de rappel de détente
- 21 Axe de détente
- 22 Barrette séparateur
- 23 Ressort de rappel de l'arrêtoir de chargeur
- 24 Bouton poussoir de l'arrêtoir de chargeur

- 25 Verrou de l'arrêtoir de chargeur
- 26 Corps de platine
- 27 Bielle du ressort de percussion
- 28 Ressort de rappel du chien
- 29 Chien
- 30 Levier de sécurité du percuteur
- 31 Axe du chien
- 32 Tige guide du ressort de percussion
- 33 Ressort de percussion
- 34 Coupelle
- 35 Axe d'arrêt du ressort
- 36 Gâchette
- 37 Ressort de rappel de gâchette
- 38 Levier de désarmement
- 39 Axe de gâchette

- 40 Ressort de rappel du levier de désarmement
- 41 Ressort de poussoir de barrette
- 42 Poussoir de barrette
- 43 Goupille supérieure de platine
- 44 Goupille inférieure de platine
- 45 Poignée
- 46 Corps du chargeur
- 47 Plaquette de fermeture
- 48 Ressort de chargeur
- 49 Planchette élévatrice
- 50 Talon du chargeur
- 51 Ressort de l'indicateur de chargement
- 52 Indicateur de chargement
- 53 Goupille fendue
- 54 Anneau d'arrêt



Article 23 : Spécifications propres au lot n° 1 « culasse assemblée renforcée »

La culasse (4) (réf. Sauer : 34 290 386) doit posséder les mêmes tolérances dimensionnelles internes, permettant une totale interchangeabilité sur une arme d'origine PA SIG SP2022.

La fourniture de culasse assemblée renforcée comprend :

- la culasse renforcée (repère 4) (réf. Sauer : 34 290 386)
- percuteur (repère 12) (réf Sauer : 34 290 762)
- ressort de rappel de percuteur (repère 11) (réf Sauer : 34 221 560)
- goupille cannelée du percuteur (repère 7) (réf Sauer : 34 224 784)
- sécurité de percuteur (repère 9) (réf Sauer : 34 224 790)
- ressort de sécurité de percuteur (repère 8) (réf Sauer : 34 224 318)
- extracteur (repère 10) (réf Sauer : 34 290 440)
- indicateur de chargement (repère 52) (réf Sauer : 34 290 292)
- ressort de l'indicateur de chargement (repère 51) (réf Sauer : 34 218 413)
- goupille de l'indicateur de chargement (repère 53) (réf Sauer : 34 233 607),

Les culasses renforcées seront livrées assemblées sans instruments de visée. Toutefois, des réservations permettront le montage des instruments de visée d'origine (guidon (5) et hausse (6)).

Un PA SIG PRO 2022 constitué d'une carcasse d'origine allemande et d'une culasse renforcée doit pouvoir être utilisée avec l'étui SAFARILAND, dans les mêmes conditions qu'un PA SIG PRO 2022 entièrement constitué de pièces d'origines allemandes.

Les tolérances de fabrication doivent permettre le montage d'un canon d'origine sans dégradation de la précision de l'arme. Le cercle de dispersion toléré devra correspondre à un diamètre de 5 cm à 15 m (tir de trois cartouches sur appui).

Ses culasses seront renforcées par rapport à celles d'origine :

- au niveau de la cuvette de tir afin de prévenir toute déformation autour du canal de sortie du percuteur ;
- au niveau de l'appui de la surface de verrouillage avant du canon.

Les culasses renforcées seront pourvues d'une réservation autorisant le montage d'un viseur optique. Cette réservation sera comblée par une plaque amovible.

Les pièces constitutives listées ci dessus doivent pouvoir être montées sans ajustage, à la main ou à la machine et ne doivent pas pouvoir être montées de façon préjudiciable au fonctionnement ou à la sécurité et être totalement interchangeables.

Marquages et identification : La culasse sera numérotée (n° de fabrication) conformément à la réglementation.

Le marquage du fabricant sera apposé de manière lisible, de préférence sur la face gauche de la culasse.

Le marquage « PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT » sera apposé sur la face droite de la culasse (style de caractère DIN 1541 ou FE-Schrift d'une hauteur de 3 mm).

La culasse renforcée sera revêtue du poinçon d'un banc d'épreuve agréé par la C.I.P.

Une zone destinée au marquage du n° de série de l'arme d'origine sera réservée sur le côté avant droit de la culasse.

Article 24 : Spécifications propres au lot n° 2 « canon renforcé »

Canon (repère 1) (ref Sauer : 34 290 432) : Le canon renforcé doit posséder les mêmes tolérances dimensionnelles internes, permettant une totale interchangeabilité sur une arme d'origine PA SIG SP2022.

La portée de verrouillage avant du tonnerre sera renforcée afin d'augmenter sa surface d'appui dans la culasse.

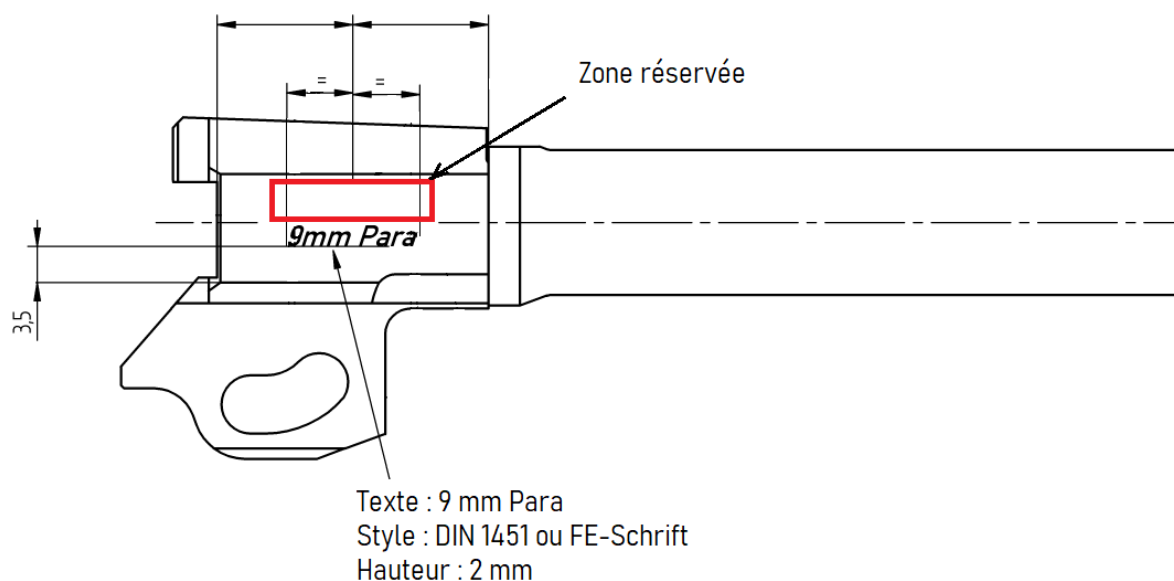
Les tolérances de fabrication doivent permettre son montage dans une culasse d'origine et ou dans les culasses assemblées renforcées sans dégradation de la dispersion. Le cercle de dispersion toléré devra correspondre à un diamètre de 5 cm à 15 m (tir de trois cartouches sur appui).

Marquages et identification : Le canon sera numéroté (n° de fabrication) conformément à la réglementation.

Le marquage du fabricant sera apposé de manière lisible, de préférence sur la face gauche du canon.

L'indication du calibre (9 mm Para) sera apposé sur la face droite du canon selon les dimensions et caractéristiques indiquées dans le croquis ci-dessous.

Le n° de fabrication sera placé en dehors de la zone réservée pour recevoir le n° de série d'origine de l'arme conformément au croquis ci-dessous.



Le canon sera revêtu du poinçon d'un banc d'épreuve agréé par la C.I.P.

Article 25 : Spécifications propres au lot n° 3 « Pièces détachées diverses »

Les pièces constituant ce lot sont :

- chien (repère 29) (réf Sauer : 34 290 219)
- gâchette (repère 36) (réf Sauer : 34 290 249)

Article 26 : Spécifications propres au lot n° 4 « Poignée taille standard avec attache dragonne »

Poignée taille standard avec attache dragonne (repère 45) (réf Sauer : 34 290 347) : La poignée doit être réalisée dans une matière similaire à celle d'origine.

Les couleurs suivantes sont demandées :

Réf Sauer :	Couleur	RAL
34 290 137	Noir (jet black)	RAL 9005
34 290 116	Bleu foncé (cobalt blue)	RAL 5013
34 290 118	Vert (turquoise green)	RAL 6016
34 290 123	Gris (blue grey)	RAL 7031
34 290 127	Bleu clair (light blue)	RAL 5012
34 290 308	Rouge (trafic red)	RAL 3020

Article 27 : Spécifications propres au lot n° 5 « Talon de chargeur petit modèle »

Talon de chargeur petit modèle (réf Sauer : 34 290 551) : Le talon doit être réalisé dans une matière similaire à celle d'origine

Le talon sera de couleur noire (RAL 9005).

